



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N°598/PE

Monsieur le Directeur de la
Société BOUYGUES IMMOBILIER
Région Nord-Ouest

20, allée du Château blanc
CS 30010

59447 WASQUEHAL cedex

Lille, le **14 MAI 2014**

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**la mise en place de 2 piézomètres associés à la réalisation de pompages d'essai
140 avenue de la République à LA MADELEINE,**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 10/03/2014, je vous confirme que vous bénéficiez d'un accord tacite.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de LA MADELEINE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

La cellule en charge de l'instruction de ce dossier enregistré sous le n° 59-2014-00031, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 17).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du Service Eau Environnement,


Isabelle DORESSE

Copie à : Monsieur le Responsable de la Délégation territoriale de Lille



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N° 599/PE

Monsieur le Maire de la commune
de LA MADELEINE
Mairie de La Madeleine

160, Rue du Général de Gaulle

59110 LA MADELEINE

Lille, le **14 MAI 2014**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la Société BOUYGUES Immobilier, en date du 03/03/2014 concernant l'opération suivante : « mise en place de 2 piézomètres associés à la réalisation de pompages d'essai – 140 avenue de la République à LA MADELEINE ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

La cellule police de l'eau en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2014-00031, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 17 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,

Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille



PRÉFECTURE DU NORD

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA MISE EN PLACE DE 2 PIEZOMETRES ASSOCIES A LA REALISATION
DE POMPAGES D'ESSAI - 140 AVENUE DE LA REPUBLIQUE A LA MADELEINE**

COMMUNE DE LA MADELEINE

DOSSIER N° 59-2014-00031

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS

Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Chevalier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 03/03/14, présenté par la Société BOUYGUES IMMOBILIER, Région Nord-Ouest, enregistré sous le n° 59-2014-00031 et relatif à la mise en place de 2 piézomètres associés à la réalisation de pompages d'essai – 140 avenue de la République à LA MADELEINE ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

Société BOUYGUES IMMOBILIER – REGION NORD-OUEST

20, allée du Château Blanc – CS 30010 – 59447 WASQUEHAL CEDEX

concernant :

**LA MISE EN PLACE DE 2 PIEZOMETRES ASSOCIES A LA REALISATION DE POMPAGES
D'ESSAI - 140 AVENUE DE LA REPUBLIQUE**

dont la réalisation est prévue dans la commune de LA MADELEINE.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

.../...

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 03/05/2014, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de LA MADELEINE où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de LA MADELEINE par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

.../...

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le

10 MARS 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Cellule Police de l'Eau,



Lionel STANISLAVE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 11 septembre 2003



BURGEAP

9.59-2014-00037

Courrier arrivé

- 3 MARS 2014

DDTM du Nord / SEE

Arras, le 26 février 2014

V. Réf. :

N. Réf. : BDU/SGo/A.29154/CSSPNO140279/n° 31950

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER**

**Monsieur le Directeur
Cellule Police de l'Eau
62 bd de Belfort
CS 90007
59019 LILLE Cedex**

SEE	A	I	P
I. Dossiers			
S. Menaces			
Police de l'Eau			
EC			
pro			
PEE			
MISPN/AT			
OSPEAC			
A : Attribution			
I : Information			
P : Participation			

Objet : La Madeleine

Monsieur le Directeur,

Nous vous prions de trouver, ci-joint et en 3 exemplaires, notre rapport RSPNO03640 :
« **140 avenue de la République à La Madeleine (59) – Dossier de déclaration au titre du Code de l'Environnement** ».

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos salutations distinguées.

B. DUVAL
Ingénieur de projets

SPE/ Arrivée le :

- 3 MARS 2014

N° 291



BURGEAP - Nord-Ouest • 5 chemin des Filatiers - 62223 Sainte-Catherine-les-Arras - France

T +33 (0)3 21 24 38 00 • F +33 (0)3 21 24 38 09 • agence.arras@burgeap.fr • www.burgeap.fr

Société anonyme au capital de 1 200 000 Euros • Siège social : 27 rue de Vanves - 92772 Boulogne-Billancourt Cedex - France

SIRET 682 008 222 000 98 • APE 7112 B • RCS Nanterre B 682 008 222 • N° TVA FR 89 682 008 222 000 98 • CB BNP Neuilly - S/S 30004 01925 00010066129 29